*(N**o de dossier de la Cour)*

FormULE 74.1D

*Loi sur les tribunaux judiciaires*

**AVIS DU GREFFIER AU/À LA REQUÉRANT(E) DANS LE CADRE D’UNE REQUÊTE EN VUE D’OBTENIR UN CERTIFICAT DE PETITE SUCCESSION OU UN CERTIFICAT DE PETITE SUCCESSION MODIFIÉ**

*ONTARIO*COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE

**AVIS**

Vous avez présenté une requête en vue d’obtenir un certificat de petite succession ou un certificat de petite succession modifié relativement à la succession de *(nom)*, le/la défunt(e).

*(Insérez, le cas échéant)*

**A. Un certificat ne peut être délivré en raison de l’article 16 de la *Loi sur les successions.***

Aux termes de l’art.16 de la *Loi sur les successions*, un certificat ne peut être délivré pour le ou les motifs suivants :

*(Sélectionnez le motif qui convient)*

[ ]  Une autre requête portant sur la même succession a été déposée.

[ ]  Un avis d’opposition prévu à la règle 75.03 est en vigueur, dont une copie est ci-jointe.

[ ]  Un testament ou un codicille postérieur à la date de votre requête a été déposé auprès de la Cour supérieure de justice.

[ ]  Un testament ou un codicille a été déposé auprès de la Cour supérieure de justice et votre requête indique que le/la défunt(e) est décédé(e) sans testament.

*(Insérez, le cas échéant)*

**B. Un certificat ne peut être délivré pour une raison stipulée au paragraphe 74.14(1) des *Règles de procédure civile*.**

Aux termes du paragraphe 74.1.04 (1) des *Règles de procédure civile*, un certificat ne peut être délivré pour le ou les motifs suivants :

1. *(Sélectionner le motif qui convient)*

[ ]  Les renseignements nécessaires n’ont pas été fournis.

[ ]  Les preuves ou documents nécessaires n’ont pas été déposés.

[ ]  Une motion doit être présentée.

[ ]  Le dépôt exigé aux termes de la *Loi de l’impôt sur l’administration des successions* n’a pas été payé ou n’a pas été payé intégralement ou aucune déclaration d’engagement n’a été faite dans la formule de requête ou n’a été déposée comme le prévoit le paragraphe 4 (3) de cette loi et il n’y a aucune ordonnance judiciaire dispensant de l’obligation de payer ce dépôt.

[ ]  Autre motif.

1. *(Donnez des précisions)*

Précisions concernant la question (p. ex. indiquez quels sont les renseignements, preuves ou documents qui manquent) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Vous pouvez présenter une requête révisée et les renseignements, preuves ou documents qui manquent à la Cour supérieure de justice, à l’adresse indiquée ci-dessous.

Veuillez joindre une copie de la présente formule à vos documents.

Si vous n’avez pas d’avocat, vous pourriez juger bon d’en consulter un pour obtenir des conseils juridiques sur votre requête, sur les questions fiscales liées à l’administration des successions et sur les obligations légales du fiduciaire de la succession. Pour de l’information sur comment trouver un avocat, consultez la page suivante : <https://www.ontario.ca/fr/page/trouver-un-avocat-ou-un-parajuriste>.

Des renseignements généraux sur les requêtes en homologation sont disponibles sur le site Web du ministère du Procureur général de l’Ontario sur les pages suivantes :

Comment faire une demande d’homologation d’une succession en Ontario : <https://www.ontario.ca/fr/page/faire-une-demande-dhomologation-dune-succession>

Homologation d’une petite succession : <https://www.ontario.ca/fr/page/homologation-dune-petite-succession>

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  |  |
| DATE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Destinataire : *(nom, adresse, adresse de courriel et numéro de téléphone du requérant ou de son avocat)* | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_GreffierAdresse du greffe\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

RCP-F 74.1D (1er janvier 2025)